Un regard pragmatique sur les controverses publiques.

Daniel Cefaï et Cédric Terzi (dir.), L'expérience des problèmes publics, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2012.

Par Arthur Vuattoux



Dernière livraison de la collection « Raisons pratiques », *L'expérience des problèmes publics,* un ouvrage collectif dirigé par Daniel Cefaï et Cédric Terzi, permet de faire le point sur les usages contemporains de la sociologie pragmatique dans l'étude des controverses publiques. Ce domaine de recherche vise à cartographier les divers positionnements et les enjeux moraux qui traversent des « affaires » publiques, ayant suscité à la fois une mobilisation de personnes concernées (lobbys, victimes, etc.) et un public avec, pour que le problème devienne effectivement public, des intermédiaires tels que les médias ou le monde de la recherche.

Ce recueil d'articles, essentiellement écrits par des sociologues, présente dès son introduction une défense argumentée de la sociologie pragmatique et de ses apports pour l'étude des problèmes publics. Ainsi, il s'agit bien d'un ouvrage de méthode et d'épistémologie, plutôt que d'un simple état de la recherche dans un

champ aujourd'hui largement balisé. On le voit notamment dans la première partie consacrée à une historicisation des conceptualisations nord-américaines des problèmes publics. Les deux parties qui suivent sont quant à elles consacrées à des travaux contemporains, essentiellement francophones, portant à la fois (deuxième partie) sur des cas analysés avec les outils du pragmatisme et parfois rapportés à une question méthodologique, mais également (troisième partie) sur le travail de publicisation, compris comme l'une des phases essentielles de la constitution et de la pérennisation d'un problème public.

Un parti pris théorique et une critique du constructivisme.

Dès l'introduction, les auteurs rappellent que la tradition pragmatique, dont ils vont s'efforcer de montrer la cohérence et la pertinence dans cet ouvrage, demeure largement minoritaire dans le champ de l'analyse des problèmes publics en sciences sociales, où le constructivisme est roi. Or, les auteurs entrent sans détour dans la polémique en affirmant que si la métaphore de la construction peut parfois être utile, « en matière de recherche, elle [leur] paraît aujourd'hui plus morte que vive » (p. 15) et passe à côté de questions éthiques et politiques majeures.

Afin d'asseoir leurs appartenances théoriques, Daniel Cefaï et Cédric Terzi consacrent leur introduction à établir des filiations essentielles pour la compréhension de leur positionnement critique, plus complexe qu'une simple défense des acquis du pragmatisme. Tout d'abord, une référence à John Dewey permet de clarifier la définition des problèmes publics. Dewey élabore l'idée selon laquelle les problèmes publics émergent à la fois de « la définition d'une situation problématique » (p. 10) et de « la composition des communautés concernées » (*ibid.*), ce qui implique la double dimension de problématisation et de publicisation, sans laquelle on ne peut véritablement parler de problème public, mais tout au plus de « trouble ». Robert E. Park est quant à lui mobilisé pour inscrire le travail des auteurs dans une double tradition naturaliste et écologique. Écologique, car

l'attention analytique est concentrée sur les transactions qui unissent un environnement (physique, historique, intellectuel, politique) et les organismes qui s'y développent (agents individuels et collectifs, problèmes, dispositifs techniques, etc.) (p. 11).

Naturaliste au sens où les transactions étudiées le sont à partir de données « non-sollicitées par l'enquêteur » (*ibid*.). L'enquêteur, conformément à la tradition ethnométhodologique (Garfinkel, 1967), désigne tout aussi bien le sociologue que les personnes qui constituent le trouble en problème public (journalistes, habitants, etc.). Il analyse des données « naturelles » qu'il prend pour point de départ de sa description du trouble, avec une attention toute particulière à l'histoire de ce trouble, considérée comme une histoire naturelle, objet potentiel d'expériences et d'hypothèses infirmables ou confirmables (p. 29).

Enfin, Paul Ricoeur et Reinhart Koselleck sont cités à titre de modèles pour penser les problèmes publics, pour leurs conceptualisations de l'expérience et du récit, aisément extrapolables dans les analyses sociales.

Ainsi, on voit comment les auteurs positionnent leur travail et livrent une ligne directrice aux travaux rassemblés dans ce volume. Les références mises en avant dans l'introduction sont d'ailleurs celles que reprennent la plupart des auteurs de l'ouvrage, signalant ici la cohérence théorique de leurs travaux. La critique du constructivisme quant à elle, très forte et bien articulée au pragmatisme, permet au lecteur de faire des ponts avec d'autres recherches, comme celles de Ian Hacking ou de Bruno Latour, dont les travaux sur la construction sociale résonnent fortement avec le propos de cet ouvrage (Hacking, 1999 ; Latour, 2006).

Les usages contemporains d'un héritage sociologique.

Dans la première partie de l'ouvrage, les auteurs ont pris le parti, très didactique, de traduire trois textes essentiels de la tradition sociologique nord-américaine, en les introduisant par quelques mots de contexte (contexte intellectuel, parcours des auteurs et place qu'ils occupent dans le champ des problèmes

publics). Sans recenser trop exhaustivement le contenu de ces articles (ils sont classiques, et disponibles depuis plusieurs décennies), il est important d'en dire quelques mots pour en montrer l'articulation et la pertinence, au vu des objectifs que se fixe cet ouvrage.

La « micro-politique du trouble » (p. 51 *et al.*) de Sheldon Messinger et Robert M. Emerson ouvre cette partie. Les auteurs, tous deux formés à ucla[1], ont mené de nombreuses recherches sur la justice, la prison ou l'asile, au moment où s'élabore la théorie de l'étiquetage, dont Howard Becker sera le principal représentant dans la sociologie constructiviste (Becker, 1963, 1985). Cette théorie, selon laquelle les conduites dites déviantes le sont avant tout au terme d'un processus d'étiquetage institutionnel (« le fou », « l'homosexuel » ou « le délinquant » comme constructions institutionnelles), qui renforce en le produisant le stigmate social qu'il est censé décrire, est ici réévaluée à l'aune de la catégorie de « trouble ». Messinger et Emerson regrettent le manque d'attention donnée aux « réactions informelles » (p. 57) dans la construction des déviances sociales, réactions qui constituent ce que les auteurs nomment une « micro-politique du trouble ». L'exemple du policier est éloquent : face à une situation de violence conjugale (donc face à une situation de trouble), le policier peut réagir soit en trouvant une solution immédiate au trouble (médiation par la parole, par exemple), soit en arrêtant la personne violente (p. 70). Agissant ainsi en tiers qui constitue le trouble, le policier a une influence décisive dans l'élaboration du problème (si le trouble prend une ampleur médiatique, ou s'il est rapporté à d'autres troubles pour constituer le problème de la violence conjugale). Or, la tradition constructiviste a souvent trop peu pris en compte le rôle de ces tiers dans l'élaboration du problème. Les tiers servent à constituer les données du problème et surtout ses personnages : plaignant (victime, avocat d'une cause, etc.), remédiateur (*troubleshooter*), qui remédie et médiatise le trouble, et le responsable du trouble (*troublemaker*). Cette attention aux processus informels d'élaboration du trouble permet donc de rendre visibles des processus informels de constitution d'un problème public *a posteriori*, au moment où il s'agit d'en démêler la complexité. Le sociologue a donc un intérêt à y prêter attention, pour éclairer des éléments que la seule phase de désignation du problème public ne lui livre pas. Comme le notent Cefaï et Terzi, « la micropolitique du trouble est l'appoint nécessaire d'une sociologie des problèmes publics » (p. 54), et c'est

d'ailleurs la raison pour laquelle ils en font un article inaugural de leur ouvrage.

Dans une veine plus classique, Malcom Spector et John I. Kitsuse représentent le point de départ intellectuel de l'étude contemporaine des problèmes publics. Ils proposent notamment un modèle descriptif minimal, fréquemment employé dans l'étude des controverses publiques. Dans ce modèle à quatre phases, une première phase est caractérisée par l'affirmation par un groupe de personnes d'une condition indésirable, à laquelle sont accolées des revendications ; une seconde phase est constituée par une forme de reconnaissance officielle de la légitimité de ces revendications ; lors d'une troisième phase, « les revendications de ce(s) groupe(s) réémergent, exprimant une insatisfaction vis-à-vis des procédures établies pour régler le problème » (p. 91) ; et enfin, dans une dernière phase, l'insatisfaction créée par le traitement institutionnel du problème conduit à l'émergence d'institutions alternatives ou parallèles. Évidemment, les auteurs précisent le caractère caricatural de ce modèle, et son utilité relative, mais il est clair qu'il permet malgré tout de baliser des moments types de l'élaboration d'un problème public, que l'on retrouve fréquemment dans les études qui y sont consacrées.

Enfin, un texte de Joseph Gusfield permet de mettre en avant les conditions linguistiques et symboliques des problèmes publics, à travers le prisme des discours qui y sont rapportés. L'exemple du mouvement gay et du traitement institutionnel de l'homosexualité est pour cela éclairant (p. 124) : consensuel à un moment donné (consensus autour d'une pathologisation de l'homosexualité : la cause du problème est dans une « maladie », chez les personnes elles-mêmes), le problème devient ensuite conflictuel (il s'agit d'un problème social et politique, impliquant des processus de stigmatisation, d'affirmation identitaire, etc.). Cet exemple révèle l'importance des contextes culturels et l'intérêt méthodologique d'une historicisation des problèmes publics : on comprend mieux les tenants et les aboutissants d'un problème public lorsqu'on en retrace l'histoire (naturelle ou non).

Sans transition, et comme pour montrer la force de cette filiation intellectuelle, la deuxième partie de l'ouvrage offre quatre illustrations contemporaines de la manière dont on peut, avec ces outils, appréhender des problèmes publics aussi

divers que les algues vertes en Bretagne, la reconstruction de la Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina ou encore la gestion de l'inceste dans les fictions télévisuelles.

L'article de Stéphane Tonnelat, consacré à l'analyse d'un espace local constitué en problème public, un quartier de la Nouvelle-Orléans après le passage de l'ouragan Katrina, permet d'illustrer d'une manière très heuristique les propos théoriques qui précèdent. Au cœur de son analyse, une plateforme d'observation du « bayou », un écosystème (ici un marais d'eau douce) permettant habituellement de freiner la puissance d'un ouragan. Le bayou du quartier du Lower 9th Ward de la Nouvelle-Orléans, pourtant, avait été abandonné par les pouvoirs publics, et n'a pu remplir son rôle lors de l'ouragan qui a détruit la ville en 2005. Tonnelat retrace alors l'histoire d'un espace local au centre d'un problème public, celui de la réponse des autorités aux risques environnementaux de la Nouvelle-Orléans. En reprenant largement les analyses de Spector et Kitsuse, l'auteur met l'accent sur une fonction selon lui centrale du processus de construction et de maintien du problème public : l'existence d'un travail de visibilité permanente du problème public. Ici, cette fonction est matérialisée par un espace, une plateforme d'observation du bayou, et un personnage, Taylor, qui fait visiter le bayou au public. Taylor, résident du quartier, fut présent dès le début de la phase de reconstruction du quartier. Au départ, il organisait des visites suite au travail d'une équipe d'étudiants et professeurs en paysagisme, qui avait révélé l'existence de cet espace naturel et son importance dans la gestion du risque d'ouragan. Puis, après que le bayou eut provoqué un intérêt institutionnel (pouvoirs publics et associations), Taylor est devenu salarié et a poursuivi son activité de guide, tout en documentant désormais, par des photos, l'évolution du bayou. Ainsi, Taylor « mène une enquête continue sur la santé du bayou » (p. 183) et la plateforme devient un « lieu d'enquête qui maintient une mobilisation continue à l'échelle locale » (p. 183). Tonnelat met alors en évidence la place centrale des mécanismes de visibilisation du problème public dans l'existence et la pérennisation de celui-ci. Il montre, à partir d'une situation de mobilisation ténue (le problème aurait très bien pu ne pas exister ; le bayou aurait pu continuer à être ignoré), l'importance des relais de la mobilisation (ici le personnage de Taylor), mais également des appuis institutionnels de la mobilisation, tels que les pouvoirs publics ou la

recherche. La revalorisation du rôle de relai de la mobilisation illustrée ici montre que les mobilisations ne tiennent parfois qu'à une ou deux personnes engagées dans la cause, et sans qui des ressources *a priori* nécessaires (reconnaissance des pouvoirs publics, par exemple) pourraient aboutir à une absence de visibilité du problème.

De leur côté, Louis Quéré et Sabine Chalvon-Demersay évoquent deux controverses situées dans des contextes très différents. Quéré documente une controverse née à propos de la présence d'algues vertes sur les plages bretonnes, en montrant l'importance des émotions dans la constitution du problème. Dans le cas de la situation analysée par Chalvon-Demersay (une forte différence dans l'adaptation d'un roman, le *Bossu* de Féval, entre deux réalisations distantes d'une vingtaine d'années), les émotions occupent également une place importante, car on y voit l'influence de l'expérience très située et personnelle des scénaristes sur leur travail artistique. Cette mise en avant des affects dans les controverses publiques permet notamment d'expliquer l'importance d'une démarche ethnographique lorsqu'il s'agit de les renseigner : l'analyse fine des interactions entre les divers protagonistes d'une controverse et des répertoires d'émotions qu'ils mobilisent permet parfois d'expliquer des situations que la seule description des événements ne rend pas suffisamment intelligibles.

Enfin, cette partie est également marquée par une contribution de Joan Stavo-Debauge, en contrepoint du propos général de l'ouvrage car attirant l'attention sur certains automatismes de la rhétorique des problèmes publics qu'il conviendrait de mieux prendre en compte. Il évoque notamment des situations invisibles au pragmatisme, tels que les accidents du travail, à propos desquels, du point de vue des victimes, l'oubli est parfois préférable à la publicisation (p. 207). Il cite notamment le cas des troubles musculo-squelettiques (tms) pour lesquels il n'y a pas à proprement parler d' « accident », mais un phénomène diffus et progressif, qui le rend inapte à une analyse en terme de trouble/évènement publicisé puis pris en compte comme un problème public (p. 212). Cette contribution permet donc de relativiser la portée universalisante des modèles d'analyse décrits plus haut.

Le travail de publicisation, ou comment les controverses se constituent en se disant.

La dernière partie de l'ouvrage est présentée comme la mise en avant d'une phase singulière de la constitution des problèmes publics : la phase de publicisation, autour des questions de revendications, de mobilisations et leurs critiques. Là aussi, les cas présentés sont très divers : une controverse dans la presse autour des mobilisations d'enseignants-chercheurs et d'étudiants en 2009, le traitement journalistique d'une catastrophe naturelle en Suisse, les crimes de guerre au Chili ou encore la publicisation du conflit mené par la Fraction armée rouge en Allemagne et ses opposants publics (intellectuels, journalistes).

Alain Bovet et Cédric Terzi, dans leur analyse du traitement journalistique de la catastrophe de Gondo, en Suisse, montrent par exemple comment la finesse analytique du rôle des médias dans une controverse peut relativiser le cynisme potentiel des analyses constructivistes. Là où nombre d'analyses voient dans le relai humanitaire par les médias d'une situation de catastrophe une simple opportunité d'audimat ou d'auto-valorisation, les auteurs montrent la solidarité d'intérêts entre journalistes et habitants, ainsi que le caractère moral des mobilisations télévisuelles. Ainsi,

en devenant des personnages de l'intrigue, les journalistes et les habitants se soumettent à sa configuration, en même temps qu'ils la mettent en œuvre. Ce que nous visons est donc moins un agenda caché des médias que la trame normative associée au processus de constitution d'une collectivité solidaire (p. 298).

De son côté, Dominique Linhardt met en garde à la fois contre un pragmatisme qui verse parfois trop volontiers dans une vision purement scientifique des problèmes publics (en les réduisant à de simples controverses qu'une raison quasi scientifique pourrait élucider) et contre une critique sociologique du public, qui voit en lui une entité illusoire (p. 372). Le cas qu'elle analyse, autour des expressions publiques de la Fraction armée rouge et de ses critiques, permet de voir en quoi l'existence de personnes qui réagissent publiquement à la

controverse ou qui l'alimentent est la condition *sine qua non* de l'existence d'un conflit dans la société.

Vers une réévaluation de l'apport méthodologique du pragmatisme : apports et critiques.

Pour conclure, il paraît important de souligner que les apports principaux de l'ouvrage se situent dans une mise en avant de phases trop souvent occultées de la constitution des problèmes publics. Il s'agit notamment des phases de publicisation et de visibilisation des problèmes lorsqu'ils ont été constitués comme tel. On s'arrête trop souvent au processus politique qui mène à l'existence publique du problème (mobilisation, création d'une communauté d'intérêts, etc.), mais trop peu à ce qui fait que le problème demeure une préoccupation sur le long terme, et comment il parvient à se pérenniser (y compris en s'institutionnalisant). Cela permet aussi, en creux, et même si ce n'est pas traité dans l'ouvrage, de comprendre l'échec de certaines mobilisations. Pourquoi, par exemple, l'activisme de lutte contre le sida a réussi à maintenir un fort niveau de mobilisation des années 1980 jusqu'à aujourd'hui, dans des contextes multiples et en traversant de nombreuses controverses, alors que certaines mobilisations peinent à exister, et surtout à se maintenir dans la durée ?

Autre apport important, la critique mesurée et argumentée du constructivisme proposée par les auteurs, et illustrée dans les articles. Il ne s'agit pas ici de s'affranchir des outils analytiques du constructivisme, mais de mettre en évidence les limites du constructivisme radical, notamment en ce qui concerne la manière de concevoir le rôle des actions individuelles dans l'élaboration des problèmes publics, qu'on ne peut que rarement réduire à des constructions exclusivement collectives et relatives à des conditions de possibilité sociales et politiques. Ainsi, pour reprendre l'exemple de la lutte contre le sida, le nombre de morts dans la communauté homosexuelle ou l'affaire du sang contaminé ne permettent pas à eux seuls d'expliquer l'ampleur de la mobilisation, il faut aussi analyser la nouveauté des outils militants mis en œuvre par les activistes, et comprendre comment ils ont permis d'élargir le répertoire des mobilisations, y

compris hors du périmètre de départ : on voit par exemple aujourd'hui de nombreuses mobilisations, comme celle des sans-papiers, se déployer selon des méthodes d'abord expérimentées par des activistes américains luttant contre le sida dans les années 1980-1990.

Dans son dernier ouvrage, Luc Boltanski souligne précisément cet apport du pragmatisme, qu'il range sous l'égide des approches microsociologiques. Cependant, si le pragmatisme permet bien de « mettre l'accent sur la créativité et l'inventivité des acteurs, et de rendre sensible l'intelligence du social dont ils font preuve » (Boltanski, p. 342), il a pour Boltanski comme principal défaut de masquer certains enjeux macrosociologiques que mobilise plus volontiers la sociologie critique. En réduisant la distance entre le sociologue et ses enquêtés, la sociologie pragmatiste empêche parfois de mobiliser des concepts plus totalisants, dont on a parfois besoin pour comprendre les rapports de pouvoir et les mutations sociales dont les problèmes publics sont l'expression.

Résumé

Cette recension de l'ouvrage de Daniel Cefaï et Cédric Terzi est l'occasion de faire retour sur les apports de la tradition pragmatiste. Les études de cas mobilisées par les auteurs incitent à interroger la complexité d'une pensée qui pourrait aisément être appliquée à d'autres domaines que les seuls controverses et problèmes publics. À travers ces discussions, tant épistémologiques que méthodologiques, on peut questionner de la pertinence d'une approche microsociologique dans l'étude des controverses.

Notes

1 Université de Californie à Los Angeles, où enseignaient notamment Everett Hugues et Harold Garfinkel.

Bibliographie

Howard Becker, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, [1963], 1985.

Luc Boltanski, *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*, Paris, Gallimard, 2012.

Christophe Broqua, *Agir pour ne pas mourir. Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Les presses de Science-Po, 2006.

Harold Garfinkel, *Studies in Ethnomethodology*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs (NJ), 1967.

Ian Hacking, *The Social Construction of What ?*, Harvard, Harvard University Press, 1999.

Bruno Latour, *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006.